

[Traduction]

### LA FONCTION PUBLIQUE

#### L'ÉCHELLE VARIABLE DANS LA LOI SUR LA PENSION

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Puis-je poser une question au premier ministre? A-t-il lu la lettre que lui a envoyée le président de l'Association nationale des fonctionnaires fédéraux retraités pour demander d'inclure une disposition d'échelle mobile dans la loi sur la pension du service public? Si oui, le premier ministre nous dirait-il quelle fut ou sera sa réponse à cette lettre?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député demande si le premier ministre a reçu ou lu une lettre. La question ne me paraît pas très urgente. Je demande donc au député de la faire inscrire au *Feuilleton* ou de la soulever plus tard.

### LE DIVORCE

#### L'ÉTUDE DE DIVORCE ET DE L'AVORTEMENT PAR DES COMMISSIONS ROYALES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Barry Mather (New-Westminster):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre si le gouvernement étudierait bientôt la demande, faite aujourd'hui je crois, par le *Business and Professional Women's Club of Canada*, et voulant que des commissions royales d'enquête soient instituées en vue d'étudier le divorce et l'avortement?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je dois dire que pour ceux qui y ont assisté ce matin, la réunion avec cette organisation a été des plus satisfaisantes. On nous a notamment soumis cette demande et j'ai informé les représentantes de l'organisation que le gouvernement étudierait toutes leurs instances.

### LA PÊCHE

#### LES COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. J. A. MacLean (Queens):** Monsieur l'Orateur, puis-je demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il a pu, comme il l'espérait, s'entretenir avec les représentants des États-Unis au sujet des répercussions de la loi sur la mer territoriale et les zones de pêche et si, à la suite de cette

discussion, le ministre est maintenant en mesure de déclarer que le gouvernement peut établir des coordonnées géographiques afin de conserver les régions contiguës à notre littoral pour l'usage exclusif des pêcheurs canadiens?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Oui, monsieur l'Orateur, je me suis entretenu de la question des eaux territoriales et des zones de pêche avec M. Rusk et ses collègues. Nous avons repris nos pourparlers et je crois que nous avons accompli certains progrès vendredi et samedi derniers. Nous attendons maintenant la réponse aux propositions du gouvernement canadien, toutes destinées à accorder aux pêcheurs canadiens des droits exclusifs de pêche dans certaines zones.

**M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il me dire si les négociations avec les autres pays intéressés sont terminées?

**L'hon. M. Martin:** Non, monsieur l'Orateur.

[Plus tard]

**M. T. S. Barnett (Comox-Alberni):** J'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de nous fournir des précisions sur la réponse qu'il a donnée plus tôt au député de Queens au sujet des négociations qui se poursuivent à Washington concernant la zone de douze milles et les coordonnées des lignes de base. Si j'ai bien compris le ministre, il a dit que les négociations avaient repris. L'honorable représentant lui-même et le ministre des Pêcheries surtout ont dit à maintes reprises à la Chambre avoir demandé avec instance la reprise des négociations à ce sujet...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député sait fort bien que les questions ne doivent pas être précédées de longs préambules. S'il a une question à l'esprit, je le prierais de la formuler sans plus de retard.

**M. Barnett:** Comme le ministre a déclaré que les pourparlers avaient repris, nous dirait-il quand les négociations avec les États-Unis avaient cessé?

### QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Aurait-il l'obligeance d'orga-